

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

DERICHEBOURG

Société anonyme au capital de 39 849 372,25 €
Siège social : 119, avenue du Général Michel Bizot – 75012 Paris
352 980 601 RCS Paris

**Avis rectificatif à l'avis de réunion de l'assemblée générale du 30 janvier 2024 publié au Bulletin des
Annonces Légales Obligatoires n°153 du 22 décembre 2023, n°2304662.**

Les actionnaires sont informés qu'un rectificatif est apporté à cet avis de réunion suite à des erreurs matérielles.

Dans le texte du projet de la vingt-troisième résolution, il convient de lire aux points 1 et 2 :

« 1. décide que le montant nominal global des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme par voie d'émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital en vertu des délégations de compétence conférées au Conseil d'administration aux termes des 19^e, 20^e, 21^e, 22^e et 24^e, ainsi qu'aux termes des 17^e, 18^e, 19^e et 20^e résolutions de l'assemblée générale du 31 janvier 2023, ne pourra être supérieur à cinquante millions d'euros (50 000 000 €), montant auquel s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières ou titulaires d'autres droits donnant accès au capital de la Société conformément aux dispositions légales et réglementaires et le cas échéant aux stipulations contractuelles applicables ;

2. décide que le montant nominal global des émissions de valeurs mobilières représentatives de créances sur la Société susceptibles d'être émises en vertu des délégations de compétence conférées au Conseil d'administration aux termes des 19^e, 20^e, 21^e, 22^e et 24^e, résolutions, ainsi qu'aux termes des 17^e, 18^e, 19^e et 20^e résolutions de l'assemblée générale du 31 janvier 2023, ne pourra excéder cinq cents millions d'euros (500 000 000 €) ou la contre-valeur à ce jour de ce montant en toute autre monnaie ou unité de compte établie par référence à plusieurs monnaies. »

Au lieu de :

« 1. décide que le montant nominal global des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme par voie d'émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital en vertu des délégations de compétence conférées au Conseil d'administration aux termes des 19^e, 20^e, 21^e, 22^e et 24^e, ainsi qu'aux termes des 17^e, 18^e, 19^e, 20^e et 23^e résolutions de l'assemblée générale du 31 janvier 2023, ne pourra être supérieur à cinquante millions d'euros (50 000 000 €), montant auquel s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières ou titulaires d'autres droits donnant accès au capital de la Société conformément aux dispositions légales et réglementaires et le cas échéant aux stipulations contractuelles applicables ;

2. décide que le montant nominal global des émissions de valeurs mobilières représentatives de créances sur la Société susceptibles d'être émises en vertu des délégations de compétence conférées au Conseil d'administration aux termes des 19^e, 20^e, 21^e, 22^e et 24^e, résolutions, ainsi qu'aux termes des 17^e, 18^e, 19^e, 20^e et 23^e résolutions de l'assemblée générale du 31 janvier 2023, ne pourra excéder cinq cents millions d'euros (500 000 000 €) ou la contre-valeur à ce jour de ce montant en toute autre monnaie ou unité de compte établie par référence à plusieurs monnaies. »

Dans le texte du projet de la vingt-quatrième résolution, il convient de lire au point 11 :

« 11. décide que la présente délégation prive d'effet et remplace celle donnée par l'assemblée générale mixte du 31 janvier 2023 dans sa 23^e résolution. »

Au lieu de :

« 11. décide que la présente délégation prive d'effet et remplace celle donnée par l'assemblée générale mixte du 31 janvier 2023 dans sa 24^e résolution. »

Le Conseil d'administration.